



# UFROS ACTU

L'actualité des retraités des organismes sociaux



## Appel de l'UFROS pour un 26 mars de luttes et de manifestations pour les pensions et retraites

La consultation nationale « De quoi ai-je besoin pour vivre dignement » organisée par l'UCR CGT met en avant la question du pouvoir d'achat comme étant la préoccupation majeure des retraités.

A contrario des promesses du candidat Macron en 2017 qui affirmait qu'il n'y aurait pas de perte de pouvoir d'achat pour les retraités, les faits viennent démontrer la dégradation du niveau de vie des retraités de plus de 9% depuis 2017 (près de 3 mois de pension) voire même de 11% pour ceux qui ont subi l'augmentation de 25% de la CSG en 2018.

Les luttes de ces derniers mois, et notamment la forte mobilisation des retraités le 24 octobre dernier, à l'appel de l'UCR CGT et du groupe des 9, ont permis la revalorisation de 5,3% des pensions au 1er janvier 2024 (pour l'année 2023) conformément aux dispositions du code de la Sécurité sociale. Bien loin toutefois des revendications des retraités. Nos mobilisations ont toutefois imposé le respect de la loi. Même si pour les retraités, l'augmentation des prix subie est bien supérieure à l'inflation officielle : en 2 ans, les produits alimentaires ont augmenté de 29%, le gaz de 80%, l'électricité de 28% sans compter les hausses du prix des mutuelles et complémentaires santé, les franchises sur les médicaments, les loyers, le transport...

Et derrière les dizaines de milliards d'économies (pas pour la guerre) annoncées par le ministre des finances, se cachent (à peine) de nouvelles coupes sombres pour les retraités (il est même évoqué la possibilité d'une hausse de la CSG pour ceux-ci).

Au moment où les actionnaires du CAC 40 voient leurs dividendes s'envoler (97 milliards d'euros en 2023 soit une augmentation de 17 milliards en 1 an), l'appauvrissement des retraités est la réalité de nombre d'entre eux : 50% ont des pensions inférieures à 1570 euros bruts mensuels, 20% touchent une retraite autour de 1000 euros et 1,7 millions de retraités sont sous le seuil de pauvreté.

**L'UFROS CGT appelle tous ses militants, syndiqués, retraités des organismes sociaux à participer nombreux à la journée unitaire de mobilisation et de manifestations le 26 mars à 14 heures à Bercy pour la région parisienne et dans les territoires à l'appel des USR.**

C'est l'occasion de faire entendre au Pouvoir et au Patronat leurs revendications pour augmenter les retraites de base et complémentaires :

- **Pas une retraite en dessous du SMIC revendiqué par la CGT, soit 2 000 euros mensuels bruts**
- **Revalorisation immédiate des pensions de +10% avec un minimum de 300 euros**
- **Retour à l'indexation des retraites sur le salaire moyen et réactivation de l'échelle mobile des salaires**

**L'UFROS appelle aussi les retraités à continuer de signer et faire signer la pétition unitaire des 9 organisations pour exiger 10% de revalorisation des pensions et retraites pour 2024.**



## 80E ANNIVERSAIRE DES « JOURS HEUREUX » DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (CNR)



Ce 15 mars 2024 marque le 80ème anniversaire de l'adoption, dans la clandestinité, du programme des « Jours Heureux », fruit du travail des membres du Conseil National de la Résistance venus de divers horizons pour libérer et reconstruire la France.

Né au cœur des aspirations de « l'armée des ombres », au fil des maquis et des espérances de résistance, le programme du CNR donne à la France la couleur de la dignité. (M. Etievent)

Ces mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un système social plus juste sont le meilleur des remparts afin que la barbarie fasciste ne revienne jamais.

L'un des piliers de ce programme sera porté par Ambroise Croizat ministre du Travail et de la Sécurité sociale et mis en œuvre par des milliers de militants du PCF et de la CGT dans un pays ruiné.

« Un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer, à tous les citoyens, des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail ».

Parallèlement les nationalisations donnent au pays la capacité à se relever de ses ruines.

Et c'est cette France ruinée qui invente une identité sociale enviée au cœur du monde moderne.

Malgré cela, dès 1946, le patronat rechigne et essaye de contourner. Cette volonté n'aura de cesse de s'accroître. Ces attaques, qu'elles viennent du patronat collaborateur d'hier ou de celui « détricoteur d'acquis » d'aujourd'hui requièrent nos mobilisations.

Des inégalités sociales inacceptables demeurent encore aujourd'hui, ensemble, nous allons nous réapproprier, améliorer, continuer, l'histoire d'un monde de progrès !

Cette nouvelle étape du plan complet de Sécurité sociale avec dans son cadre toutes les améliorations possibles comme envisagé par Ambroise Croizat, c'est le projet du « 100 % Sécu » tel que nous le portons.

### « COTISER SELON SES MOYENS, RECEVOIR SELON SES BESOINS »



REDONNONS TOUT SON SENS À LA  
SÉCURITÉ SOCIALE, AFIN DE LA  
RESTAURER SUR SES BASES  
FONDATRICES ET INITIALES DE 1945 !

# LE 100% SECU :

LE DROIT À LA SANTÉ  
LE DROIT À LA FAMILLE  
LE DROIT À L'EMPLOI  
LE DROIT À LA RETRAITE  
LE DROIT À COMPENSATION  
DE LA PERTE D'AUTONOMIE

Communiqué de presse CGT

---

## **Halte à la punition collective du peuple palestinien ! Cessez-le-feu immédiat !**

Les jours passent et les tensions ne cessent de s'exacerber en Palestine, sans que rien ne stoppe la démarche meurtrière de l'État d'Israël engagé dans une punition collective du peuple palestinien, au mépris de la décision de la cour internationale de Justice qui lui ordonne de tout mettre en œuvre pour prévenir un génocide.

Selon l'ONU, plus d'enfants ont été tués dans la bande de Gaza en quatre mois qu'en quatre ans de guerre dans le monde entier de 2019 et 2022.

Alors que Gaza est soumise à un siège total depuis le 9 octobre et que l'aide internationale n'entre qu'au compte-goutte, la CGT s'insurge contre l'utilisation de la faim comme arme de guerre.

La CGT salue les efforts visant à faire parvenir de la nourriture par largages aériens et par voie maritime mais ceux-ci ne sauraient suffire au regard des besoins immenses de la population.

Les grandes puissances ne peuvent continuer à s'absoudre de rechercher une solution diplomatique.

Nous demandons, avec force, un cessez-le feu immédiat et la levée du blocus de Gaza qui seuls permettront d'acheminer secours et nourriture efficacement et durablement au niveau nécessaire.

Nous exigeons la mise en œuvre de sanctions économiques contre Israël tant qu'un cessez-le-feu n'est pas effectif et la suspension de l'accord de libre-échange UE - Israël.

Les livraisons d'armes à Israël doivent être stoppées immédiatement.

Partout en France, nous continuerons à nous mobiliser pour la fin de l'occupation, pour une paix juste et durable en Palestine, dans l'unité la plus large possible, pour que cessent immédiatement le feu, l'horreur et les massacres !

Montreuil, le 14 mars 2024

LE  
26  
MARS

FRAPPONS  
UN GRAND  
COUP !



# URGENCE

LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉ·ES  
RESTE LA PRÉOCCUPATION MAJEURE

S'abonner



Imposons au gouvernement et au patronat  
d'augmenter les retraites de base  
et complémentaires à la hauteur  
du maintien du pouvoir d'achat

Se syndiquer

